

Communiqué de presse

Publication d'une étude sur la Suisse complétée par une comparaison internationale

Lobbying : trop de zones d'ombre, pas assez de règles

Berne, 28 février 2019 – Dans de trop nombreux domaines, le lobbying en Suisse pêche par un manque de transparence, l'absence de réglementation et le poids excessif de certains intérêts particuliers. Il ouvre ainsi grand les vannes à des risques de corruption et à des influences nocives pour la démocratie. C'est la conclusion à laquelle parvient Transparency International Suisse dans l'étude qu'elle publie aujourd'hui. La Suisse fait aussi mauvaise figure dans l'évaluation, sur le plan européen, de la qualité du lobbying, puisqu'elle ne figure qu'au 11^e rang (comparée à 19 États de l'Union européenne). Il est donc urgent d'améliorer la transparence, l'intégrité et l'équité d'accès dans le lobbying.

En prélude à l'année électorale 2019, Transparency International Suisse (TI Suisse) a réalisé une étude sur la qualité du lobbying en Suisse sous l'angle de l'État de droit et de la démocratie. Compris comme une activité visant à défendre des intérêts et influencer les décisions politiques, le lobbying fait partie intégrante de tout système démocratique. Pour être légitime, il doit toutefois être transparent et obéir à des règles claires, de peur qu'il aboutisse à des trafics d'influence contraires aux exigences de la démocratie et qui peuvent aller jusqu'à la corruption.

L'analyse détaillée réalisée par TI Suisse montre que la réglementation du lobbying sur le plan fédéral est absolument insuffisante pour écarter ces risques. En dépit de progrès ponctuels en matière de transparence, les activités de lobbying les plus efficaces ont toujours lieu au quotidien dans l'opacité. Il en va ainsi de l'influence exercée dans les procédures réalisées en amont au sein de l'administration, qui se déroulent en coulisses, dans les commissions parlementaires qui se réunissent à huis clos et dans les intérêts croisés qui unissent parlementaires et lobbyistes.

Concentration accablante du lobbying au sein du Parlement

Le rapport montre que la principale force de lobbying dans la Berne fédérale ne réside pas dans les lobbyistes professionnels en premier lieu, mais au sein du Parlement lui-même. En effet, les conseillers-ères nationaux et les conseillers-ères aux États comptent à eux seuls, sur la base de leurs déclarations (souvent incomplètes), plus de 2000 liens d'intérêts avec plus de 1700 organisations. Et certaines commissions parlementaires, au sein desquelles les grandes orientations des projets de loi sont souvent arrêtées, accumulent jusqu'à 200 mandats de lobbying. Tout cela, sans compter d'innombrables organes officieux et cercles qui réunissent députés et lobbyistes en toute discrétion. Des rapports de lobbying directs s'établissent aussi au sein des quelque 150 intergroupes parlementaires enregistrés : si la loi limite l'adhésion à ces groupes aux membres du Parlement, TI Suisse révèle aujourd'hui que les secrétariats de deux tiers de ceux-ci sont tenus par des lobbyistes externes. Et cette proportion avoisine même les 90 pour cent pour ce qui est des intergroupes qui se consacrent aux thèmes propres à la politique fédérale.

Au bout du compte, cette concentration de lobbyistes au sein du Parlement fait que certains intérêts particuliers soient fortement surreprésentés et les intérêts croisés qui en sont la conséquence, maintenus dans le plus grand secret, peuvent générer des conflits d'intérêts, voire des dépendances problématiques.

Comparaison internationale: un bilan nettement insuffisant pour la Suisse

TI Suisse a comparé la réglementation et la pratique du lobbying en Suisse à celles d'autres pays européens. Le bilan est décevant: comparé à 19 pays et à trois institutions de l'Union européenne,

notre pays n'arrive qu'en onzième place. Il fait particulièrement mauvaise figure pour ce qui est de la transparence et de la plupart des critères d'intégrité, comme les règles de déontologie pour les lobbyistes. En ce qui concerne la traçabilité des actions des lobbyistes, la Suisse obtient aussi une note très basse. Les résultats pour la Suisse auraient pu encore être pire si l'étude européenne avait aussi tenu compte de certaines particularités du système politique suisse, comme le cumul des mandats liés à la défense d'intérêts de tout genre aux mains des députés ou l'opacité du financement de la vie politique.

Dix revendications pour la légitimité du lobbying en Suisse

Sur la base des résultats de cette étude, TI Suisse formule dix revendications assorties de mesures concrètes susceptibles de garantir à l'échelon fédéral la légitimité et l'intégrité d'un lobbying exempt de risques de corruption, des mesures regroupées autour des axes suivants:

- *Davantage de transparence tout au long du processus de décision politique et pour tous les acteurs:* le Parlement, le Conseil fédéral et l'administration doivent documenter systématiquement et rendre accessibles au public les interventions des lobbyistes («empreinte législative»). Tant les lobbyistes que les parlementaires doivent déclarer leurs mandats et leurs intérêts de façon plus complète et plus parlante qu'actuellement, en indiquant en particulier les aspects financiers.
- *Équité d'accès:* lorsque le Parlement ou l'administration fait appel à des représentants d'intérêts spécifiques – au titre par exemple d'«experts» dans un groupe de travail ou une commission –, tous les groupes d'intérêts concernés doivent avoir les mêmes possibilités de concourir à la formation de l'opinion.
- *Intégrité et règles claires et contraignantes:* des règles contraignantes, concernant notamment les conflits d'intérêts, les cadeaux et les voyages payés, sont indispensables pour garantir l'intégrité des députés et des lobbyistes professionnels.

Martin Hilti, directeur de TI Suisse, déclare en guise de résumé:

«Le lobbying suisse présente des failles dont le nombre le dispute à la gravité. Il est grand temps d'adopter des règles claires et efficaces pour tous les acteurs afin d'améliorer significativement la transparence, l'intégrité et l'équité d'accès en matière de lobbying. C'est en effet la seule façon de prévenir les influences problématiques dans ce domaine et de renforcer la confiance de la population dans notre système politique.»

La version intégrale en allemand du rapport «Le lobbying en Suisse – Influences cachées, intérêts croisés, accès privilégié» et sa synthèse en français sont disponibles sur le site www.transparency.ch.
(→ Publications)

Extraits du rapport:

- [Synthèse](#)
- [Faits et cas pratiques du lobbying](#)

Contact médias:

Martin Hilti, directeur Transparency International Suisse

Tél.: +41 (0)31 382 35 50

Courriel: martin.hilti@transparency.ch

###

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. www.transparency.ch